

Dans ce numéro:

Mot du responsable du Réseau	1
Événements	1
Bourses	1
Colloque sur la concurrence des mémoires et la crise de l'histoire nationale	2
Retour sur le séminaire «Tendances actuelles dans les recherches sur les nationalismes et les États multinationaux»	3
Le fédéralisme multinational en perspective: un modèle viable?	4
Institut international d'été : vu et vécu par Jean-Philippe Royer	5
Parole aux partenaires: Stéphanie Rousseau	6
Place à la relève: Alexandre Baril	7
Résumé d'ouvrages ou de publications récentes	8
Équipe du Bulletin et coordonnées	8

Bulletin d'informations

Le mot du responsable du réseau



Alain-G. Gagnon,
Responsable du réseau

Le réseau est en pleine consolidation, et il faut s'en réjouir. Au cours des derniers mois, plusieurs activités scientifiques ont été organisées et ont eu un important retentissement. Pensons à la tenue du troisième Institut international d'été qui a eu lieu à Chapala en août 2009. L'expérience a été fort prisée par les étudiants. Je vous invite à lire dans ce bulletin le texte de Jean-Philippe Royer de l'Université de Montréal. Jean-Philippe a d'ailleurs participé à l'Institut, de même que 24 autres étudiants en provenance d'horizons différents. On retrouvera dans ce numéro double des renseignements concernant divers colloques. Je pense par exemple à celui organisé par Jacques Beauchemin (UQAM) sur « La concurrence des mémoires et la crise de l'histoire nationale » en avril dernier, à celui préparé par Michel Seymour (Université de Montréal) sur « L'avenir du modèle multinational », de

même qu'à celui que j'ai eu le plaisir d'organiser en collaboration étroite avec l'Institut Ramon Llull de Catalogne et son représentant, Ferran Requejo (Pompeu Fabra) sur « Les tendances actuelles dans les recherches sur les nationalismes et les États multinationaux ». Pour chacun de ces événements, les organisateurs se consacrent à l'édition des textes en vue de publications prochaines. D'autres événements tout aussi importants vous attendent au cours des prochains mois. Pensons à l'important colloque organisé par Stéphanie Rousseau (Université Laval) et Victor Armony (UQAM) sous l'égide du CRIDAQ-Laval sur le thème rassembleur de « La reconnaissance de la diversité et de la différence : Regards transnationaux sur la démocratisation dans les Amériques ». Vous pourrez aussi constater que les publications n'ont pas manqué au cours des derniers mois. J'invite les doctorants membres de l'EDG/GDE et prêts à se rendre faire « leur terrain » à postuler au cours des prochaines semaines pour aller chercher une aide financière d'appoint permettant de mieux éponger les dépenses engagées lors des déplacements. Enfin, je tiens à remercier Valérie Vézina, doctorante à l'UQAM, pour son aide à la préparation de ce numéro. Au plaisir de vous voir lors des prochaines activités du réseau. Bonne session!

Événements

CRIDAQ

La reconnaissance de la diversité et de la différence : Regards transnationaux sur la démocratisation dans les Amériques

Colloque, sous la direction de Stéphanie Rousseau et de Victor Armony, Université Laval, les 27 et 28 novembre 2009

Depuis la fin des années 1980, la démocratie libérale s'est imposée comme modèle de régime politique hégémonique à l'échelle mondiale. Loin de s'être matérialisée de façon univoque, cette démocratie a plutôt donné lieu, dans le Sud et dans l'ex-bloc soviétique, à des régimes hybrides où des institutions parfois libérales fonctionnent en parallèle ou en tension avec des configurations du pouvoir qui



privatisent celui-ci et entretiennent des hiérarchies sociales de divers ordres. La mondialisation néolibérale qui coïncide à tout le moins temporellement avec la diffusion de la démocratie libérale a des effets complexes sur le maintien et la transformation des structures de pouvoir nondémocratiques. En Amérique latine, une nouvelle vague d'anti-impérialisme est portée par un ensemble de mouvements sociaux et de partis politiques. D'autre part, des critiques du modèle de démocratie libérale proviennent autant des mouvements féministes et des mouvements autochtones ou paysans, pour n'en nommer que quelques-uns. Ce colloque veut cerner plus particulièrement les dynamiques propres aux Amériques, que ce soit sur le plan de la transnationalité ou sous l'angle de différentes expériences nationales ou locales.

Bourses

Bourse de terrain de l'EDG/GDE

Une bourse pouvant aller jusqu'à 5000\$ est offerte aux étudiant(e)s inscrit(e)s à un programme de doctorat qui doivent faire de la recherche sur le terrain et loin de leur université d'attache. Les soumissions peuvent se faire autant pour de la recherche empirique que normative. S'ils obtiennent la bourse, les candidats seront invités à présenter leurs travaux dans le cadre des activités de l'EDG/GDE.

Notez:

- Les bourses s'adressent aux étudiants inscrits dans un

programme de doctorat;

- Un des superviseurs (directeur de thèse, co-directeur, membre du jury) doit être membre de l'EDG/GDE;
- Le sujet de recherche doit être en lien avec les axes de l'EDG/GDE.

Afin de soumettre votre candidature ou pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le: <http://www.queensu.ca/edg/srn.html>

Groupes de recherche:



Bulletin d'informations

Colloque sur la concurrence des mémoires et la crise de l'histoire nationale

Les 6 et 7 avril derniers avaient lieu le Colloque « La concurrence des mémoires et la crise de l'histoire nationale », sous la direction de Jacques Beauchemin. D'emblée, M. Beauchemin nous a expliqué que de nouvelles luttes sociales sont en cours, que le conflit social s'est transformé et que les nouveaux mouvements sociaux sont en quête de reconnaissance. Tout cela engendre la concurrence des mémoires et la réécriture de l'histoire nationale.

Ce colloque regroupait des professeurs, étudiants et journalistes d'horizons variés. Certains étaient sociologues, d'autres; philosophes; certains venaient de l'Europe, d'autres de l'Amérique. Chacun à leur manière, ils ont exposé au public le fruit de leur recherche, de leur réflexion sur le rôle des mémoires, de la mémoire, des histoires, de l'histoire. Divisé en quatre sessions, ce colloque a mis de l'avant bien des interrogations. En voici un bref aperçu.

La première session intitulée « Usages et méthodes : Quelle histoire? Quelles mémoires? »; a permis au public de découvrir le cas bulgare, par une brillante présentation de Svetla Koleva. Celle-ci a exposé le malaise des sciences sociales par trois cas de l'histoire bulgare, dont le sauvetage des Juifs; qui n'est pas valorisé dans l'histoire nationale bulgare. Pour sa part, José E. Igartua a présenté les diverses fonctions de l'histoire, qui; selon lui; est née « nationale » à l'école, de même que la place des historiens dans le présent débat. Enfin, Anne-Marie Thiesse et Régine Robin ont toutes deux parlé du cas français et du paradigme victimaire (qui a été victime plus que l'autre) qui accentue les batailles entre les groupes.

Peter Brown a donné le ton à la deuxième session, « Mémoire et histoire comme enjeu politique », en exposant la guerre des histoires entre les colons et les aborigènes d'Australie. Au début de l'année 2002, une guerre des histoires transporte le débat sur l'histoire/mémoire nationale dans la sphère publique. Il y a également eu une centralisation de la mémoire au moyen de la réforme du cursus scolaire. De son côté, Joseph Yvon Thériault a exposé comment le récit d'Évangéline participe à la création de la mémoire. Il a expliqué que ce conte est un récit fondateur pour trois nations, soit le « nation-building » américain, le nationalisme acadien et finalement, pour la Louisiane. Pour l'Amérique, le récit constitue une première œuvre où l'héroïne est catholique, ce qui lie la capacité d'intégration des Catholiques à la fondation des États-Unis. Pour les Acadiens, l'histoire d'Évangéline devient l'histoire de l'Acadie. Ce récit va structurer l'imaginaire acadien jusqu'en 1960. Après quoi, les Acadiens vont se définir en opposition à ce récit. Enfin, la Louisiane s'approprie ce récit pour démontrer que son peuple est américain, pour se « blanchir », pour être plus noble en quelque sorte. Cette deuxième session s'est terminée par la présentation d'Alexis Lapointe. Celui-ci a d'abord exposé six caractéristiques de la mémoire, soit la définition d'un sujet collectif, la pose de normes sociales, les repères métahistoriques, les positions sociales, l'action collective et la forme conventionnelle. C'est cette dernière caractéristique, la forme conventionnelle, qu'il a développé davantage. Il a alors émis plusieurs propositions soulignant comment la mémoire sert à coordonner des attentes mutuelles et pourquoi la mémoire est un instrument de la pensée collective.

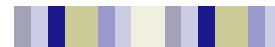
C'est Yvan Lamonde qui a entamé la troisième section, « Se souvenir au Québec : Histoire et Identité nationale ». Selon lui, la



Quelques-uns des conférenciers (de gauche à droite) : Éric Bédard, Yvan Lamonde, Jacques Beauchemin et Christian Rioux

culture québécoise doit s'interroger sur la mémoire, en présumant qu'elle sait quelle est sa mémoire. Néanmoins, il a fait remarquer que la mémoire prend plusieurs qualificatifs au Québec. Il s'agit tantôt d'une mémoire traumatisée, tantôt d'une mémoire colonisée et divisée, d'une mémoire cléricale, voire nationale, et tantôt d'une mémoire confuse. Le journaliste Christian Rioux a quant à lui exposé en quoi les événements récents au Québec (le 400^e de la Ville de Québec en 2008, le 250^e anniversaire de la bataille des Plaines d'Abraham en 2009 et, en 2007, la réforme des cours d'histoire) mettent de l'avant un affrontement entre deux mémoires historiques, la mémoire canadienne et la mémoire québécoise. Il a terminé son exposé en affirmant que l'histoire doit corriger la mémoire et ne doit pas être le combat l'anti-mémoire. Enfin, Éric Bédard a différencié l'histoire sociale de l'histoire nationale. Pour lui, l'histoire sociale ne rend compte que d'une partie de l'événement. L'histoire nationale quant à elle permet de relativiser les drames du présent.

La dernière session « La rencontre des mémoires : les bons comptes peuvent-ils faire de bons amis? » nous a fait découvrir le cas libanais par l'exposé de Fady Fadel. Celui-ci a mis de l'avant un procédé de réconciliation afin de surmonter le passé de confrontation au Liban. Néanmoins, ce procédé doit répondre à un certain nombre de conditions, dont son développement local, afin d'être efficace. Pour sa part, Paul May a exposé le cas des musulmans en Angleterre. Les diverses demandes musulmanes proviennent du MLB, la voix officielle de l'islam anglais, mais seulement 6% des musulmans anglais se sentent représentés par ce groupe, ce qui permet de relativiser le fil des événements. Enfin, Magdalena Dembinska a exposé le rôle de la confiance dans le processus de construction identitaire. Elle a divisé la confiance en deux types : la confiance verticale (entre les groupes vers les institutions) et la confiance horizontale (entre les groupes). Elle s'est intéressé particulièrement à la confiance horizontale, au moyen des trois processus de construction identitaire, soit les politiques du pardon, la réimagination des mythes et les symboles.



Bulletin d'informations

Retour sur le séminaire «Tendances actuelles dans les recherches sur les nationalismes et les États multinationaux»

C'est au Centre d'archives de Montréal que se tenait, du 13 au 15 mai derniers, le séminaire *Tendances actuelles dans les recherches sur les nationalismes et les États multinationaux*. Cet événement d'envergure internationale était présenté par la CREQC et l'Institut Ramon-Llull de Barcelone. Ce n'était pas un événement comme les autres. En effet, Alain-G. Gagnon nous a expliqué dès le départ qu'il aurait pu être plus commode que ce séminaire ait lieu en anglais. Néanmoins, autant pour les Catalans que les Québécois, la protection, voire la sauvegarde de la langue est en enjeu majeur. Il fut donc décidé que les conférenciers puissent s'exprimer en français et en catalan. C'est donc munis d'écouteurs à interprétation simultanée que les participants pouvaient suivre les débats et les enjeux présentés par les divers collaborateurs présents.

Le séminaire a commencé par les présentations de nul autre que l'ex-ministre aux Affaires intergouvernementales canadiennes, M. Benoît Pelletier. Il était accompagné de l'ex-premier ministre de la Catalogne, M. Josep Bargalló. M. Pelletier a rappelé que chaque société, que ce soit le Québec ou la Catalogne, peut inspirer l'autre. Il a également mentionné le rôle de la perception d'une société envers l'autre. Par exemple, il a souligné que dernièrement, des pouvoirs ont été centralisés au gouvernement central (dans le cas présent, Ottawa), alors qu'il y a eu décentralisation en Espagne. Son collègue catalan a rétorqué qu'en Catalogne, on avait la perception inverse. M. Bargalló a pour sa part souligné les différences entre le Québec et la Catalogne. Tout d'abord, il a mentionné l'utilisation du mot « nationalisme ». Celui-ci a une connotation très péjorative en Europe, ce qui rend son utilisation difficile. On parle alors de « catalinisme ». Une autre différence entre la Catalogne et le Québec est la réalité linguistique. M. Bargalló a souligné que si la Catalogne ne défendait pas l'usage du catalan, il disparaîtrait, ce qui n'est pas le cas du français pour les Québécois. En ce qui concerne l'avenir, il a souligné l'importance de l'internationalisation de l'identité culturelle catalane qui passera par les institutions.



La séance d'ouverture concordait avec l'ouverture officielle de l'exposition « République! Affiches et affichistes (1931-1939) ». Cet événement soulignait le 70^e anniversaire de l'exil catalan à la suite de la défaite républicaine lors de la guerre civile espagnole. Plusieurs affiches, toutes plus impressionnantes les unes que les autres, montraient un côté artistique audacieux et très avant-gardiste. Une exposition à découvrir...

La première session, intitulée « Droit à l'autodétermination : légitimité et défis », se voulait l'assise des questions qui seraient soulevées durant ce séminaire. Michel Seymour a d'abord fait une analyse conceptuelle de l'autodétermination. Il a distingué autodétermination externe d'autodétermination interne. Il a défini la première comme le droit d'un peuple de détenir un État souverain et la seconde, comme le droit d'un peuple de s'épanouir à l'intérieur d'un État. Il a divisé par la suite l'autodétermination interne en trois catégories. La première, la faible, correspond au droit d'élire des représentants. La deuxième, la canonique, correspond à l'établissement d'un gouvernement autonome au sein de l'État englobant. La troisième, la robuste, est caractérisé par un gouvernement autonome détenant certains privilèges, un statut privilégié. Cette dynamique présentation a été suivie par celle de Joaquim Colominas ; qui a exposé les cinq grands défis de l'Espagne, dont le cinquième qui touche directement la Catalogne, soit de devenir un État d'autonomie, permettant la



L'ex-ministre aux Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, faisait partie des nombreux conférenciers.

reconnaissance de la Catalogne comme nation. L'un des grands problèmes de l'Espagne, selon M. Colominas, est qu'elle ne voit pas la diversité comme une source de richesses, mais comme un problème. Cette session s'est terminée par l'exposé sur l'histoire des Autochtones au Québec par Denys Delâge. Il a rappelé que l'histoire des Autochtones a longtemps été ignorée car elle ne faisait pas partie du « nous ». De plus, jusqu'en 1960, les Indiens étaient considérés comme des enfants; il n'y avait donc pas d'avenir dans l'identité d'un autochtone adulte.

La deuxième session, « Contexte politique et déterminants des nationalismes », a mis de l'avant la présentation de Klaus-Jürgen Nagel, un Allemand d'origine Delàge. Il a parlé de l'Europe des sans-drapeaux et souligné qu'aujourd'hui, en Espagne, il n'y a pas de grandes différences entre les partis politiques en ce qui concerne les politiques relatives à l'Europe. La plupart ont adopté la thèse de l'Europe des régions. Par la suite, André Lecours a présenté une explication de la continuité des mouvements nationalistes par six facteurs. Ces six facteurs sont la force de l'idée de l'autodétermination, les institutions, les récits historiques, la Constitution, la présence des politiques publiques dans les débats et l'intégration continentale.

Alain G.-Gagnon a entamé la troisième session, intitulée « Autonomie politique et identité nationale », en exposant une quête idéale d'autonomie. Par la suite, Carles Viver a poursuivi en tentant de concilier la plurinationalité étatique et le contexte juridique. Enfin, Montserrat Guibernau s'est interrogé sur la possibilité d'un nationalisme sans États.

La quatrième et dernière session, « Fédéralisme et nationalisme » comportait deux présentateurs, soit Ferran Requejo; qui a adopté une approche philosophique sur le fédéralisme plurinational et Hugo Cyr a exposé les défis conceptuels, fonctionnels et politiques du fédéralisme.

Ce séminaire a été une occasion unique de discuter autant d'idées que de défis qui guettent la Catalogne et le Québec et de rencontrer des conférenciers d'horizons différents. Cette belle expérience de collaboration montre que deux nations peuvent apprendre l'une de l'autre.



Bulletin d'informations

Le fédéralisme multinational en perspective : un modèle viable?

Présentation et résumé de Michel Seymour

En tant que responsable de l'axe «Nation, nationalisme et diversité» au sein du centre de recherche interuniversitaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ), j'ai été heureux de coordonner l'organisation du colloque intitulé «Le fédéralisme multinational en perspective: un modèle viable?». Le colloque a eu lieu à l'UQAM les 25, 26 et 27 septembre 2009.

Qu'est-ce que le fédéralisme multinational ? Quels sont les enjeux soulevés par la présence de plusieurs peuples au sein d'un État fédéral ? Est-ce que le fédéralisme apparaît tout indiqué pour gérer la diversité nationale ? Ces questions se posent au Canada depuis toujours, mais elles se posent aussi dans plusieurs autres sociétés. Des États fédéraux multinationaux tels que l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie n'existent plus. La Belgique vacille face au défi d'accueillir la diversité nationale en son sein. Aussi, même si d'autres États multinationaux fédéraux ou quasi-fédéraux tels que l'Inde, l'Espagne et le Canada existent encore, la question de la viabilité de l'État fédéral multinational devait être soulevée.

Des questions plus spécifiques ont été posées qui mettaient en relation les expériences de sociétés particulières avec la problématique générale du fédéralisme multinational. Quelles sont les promesses du fédéralisme multinational canadien? Que penser de la reconnaissance du Québec comme nation? Bien au-delà du seul cas canadien, la réflexion a également porté sur d'autres exemples de fédéralisme multinational dans le monde (Belgique, Espagne, etc.). Parmi les autres thèmes abordés mentionnons : le fédéralisme multinational et l'immigration, le fédéralisme multinational et la gestion de la diversité linguistique, le Fédéralisme multinational et les changements institutionnels/constitutionnels et le Fédéralisme multinational et la politique internationale.

Les conférenciers invités étaient : Charles Blattberg, Eugénie Brouillet, Michael Burgess, Linda Cardinal, John Dinan, Janique Dubois, Hugues Dumont, Alain-G. Gagnon, Montserrat Guibernau, Daniel Innerarity, Michael Keating, Dominique Leydet, John McGarry, Greg Nielsen,

Geneviève Nootens, Ferran Requejo, François Rocher, Michel Seymour, Dave Sinardet, Ethel Tungohan et Daniel Turp.

Impressions des participants

Le nombre impressionnant de conférenciers a rendu le colloque des plus intéressants et stimulants. Voici quelques idées présentées par quelques-uns des conférenciers invités. Il va s'en dire que le choix de résumer ici certaines grandes lignes du débat avancé par tous n'est fait que dans le but de donner une idée au lecteur de la nature de ce colloque.

La présentation d'Eugénie Brouillet sur la légitimité de l'arbitrage constitutionnel en régime fédératif multinational a poussé la réflexion sur l'insertion du politique dans le juridique. Mme. Brouillet a d'abord signalé que la Cour a des fonctions juridiques et non politiques. Toutefois, elle souligne que l'étanchéité n'est pas garantie, puisque l'activité interprétative est nécessairement subjective. Le juge doit donc justifier sa décision et montrer que le jugement est raisonnable devant l'opinion publique. Or, dans une société où il y a une communauté majoritaire et une minoritaire, l'opinion publique favorise nécessairement la majoritaire. Dans sa présentation, Mme. Brouillet souligne que depuis que la Cour suprême du Canada est le dernier arbitre du principe fédératif, il y a centralisation (le principe d'efficacité est plus important que le principe de diversité) et décloisonnement des compétences. La centralisation ainsi promue fait écho à l'attachement d'une majorité de Canadiens envers le gouvernement fédéral.

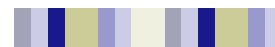
Pour sa part, Daniel Turp a fait dans son intervention la promotion de son projet de constitution pour le Québec à l'intérieur du fédéralisme canadien. Il rappelle que la Constitution de 1867 permettait la constitution provinciale. Toutefois, la Constitution de 1982 restreint l'espace pour une telle constitution. Son projet est inspiré des écrits de Jacques-Yvan Morin. Ce dernier avait rédigé une telle constitution à la demande de René Lévesque. Néanmoins, un tel projet pose la question de son élaboration. Par exemple, ne devrait-elle pas être l'objet de délibération?

La présentation de Dominique Leydet sur la réforme informelle de la constitution a suscité plusieurs commentaires et questions. Dominique Leydet définit la réforme informelle comme un changement constitutionnel sans en changer le texte. Cette réforme, inspirée du « low politics » est plus sûre et éviterait les processus risqués. Le gradualisme est donc la meilleure chance pour une réforme constitutionnelle. C'est une évolution sans fin précise et donc une avenue à envisager. Au Canada, les partisans du gradualisme, devant la difficulté de la résolution du problème constitutionnel, doivent maintenir l'ambiguïté et cultiver l'art de se taire. La reconnaissance à petits pas avec une forme d'asymétrie partielle et incomplète doit être envisagée; le tout dans le but de maintenir la fédération. François Rocher a commenté sur cette présentation en signalant que l'ambiguïté assurait la survie du Canada. Il souligne que chaque fois que l'on approche du cadre démocratique, on arrive près du démantèlement du Canada. Michel Seymour a également souligné que le gradualisme est l'hameçon canadien permettant les victoires du nationalisme canadien.

Bref, ces quelques lignes ne donnent qu'un vague aperçu des idées présentées lors de colloque. Il va s'en dire que le fédéralisme multinational suscite bien des débats, des questions. Modèle viable ou non, il n'en demeure pas moins que les conférenciers ont su nous faire réfléchir sur la nature même du fédéralisme.



Les participants étaient nombreux et les présentations stimulantes lors de ce colloque sur le fédéralisme multinational. Ci-dessus, Alain G.-Gagnon.



Bulletin d'informations

Institut International d'été: vu et vécu par Jean-Philippe Royer

Je poursuis des études doctorales dans le cadre d'un programme de cotutelle en philosophie à l'Université catholique de Louvain et à l'Université de Montréal. Ce fut un privilège pour moi de participer à l'Institut international d'été 2009 organisé par le groupe Gouvernance démocratique et ethnicité (GDE) de l'Université Queen's, en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal et le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ). Nous étions 24 étudiants de deuxième et troisième cycles à y participer, provenant de disciplines aussi diverses que la science politique, la sociologie, la philosophie, l'anthropologie et les sciences de la communication.



Jean-Philippe Royer

Tout au long de l'Institut, mes collègues et moi avons bénéficié des présentations, des discussions et des commentaires d'une dizaine de professeurs et chercheurs renommés issus de l'Université Queen's, de l'UQAM, de l'Université de Montréal, de l'Université d'Ottawa, de l'Université de Toronto, de l'Université Laval et de l'Université de Guadalajara.

Une journée typique à l'Institut international d'été débute par une conférence donnée par l'un des professeurs invités, suivie d'une période de questions. Après une courte pause, les étudiants sont invités à se regrouper pour une discussion approfondie d'un texte proposé par l'un des professeurs en visite. Les étudiants partagent ensuite un dîner tardif durant lequel, la plupart du temps, les échanges animés sur les sujets du jour se poursuivent abondamment. Enfin, stimulés par cette activité intellectuelle effervescente, les étudiants profitent du reste de la journée afin de poursuivre leurs recherches personnelles et de préparer les sessions du lendemain. Ce programme motivant s'échelonne sur quatre semaines. Cela constitue, selon moi, un élément indispensable à un esprit de collégialité florissant entre les étudiants participants.

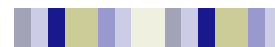
Le lieu où se tient l'Institut, la petite ville de Chapala, dans l'État de Jalisco, est également un atout important de l'événement. Ne serait-ce que pour la possibilité de faire concrètement l'expérience de la diversité culturelle et nationale du Mexique, ce choix est tout à fait justifié. Cet accès privilégié rend possible l'organisation de nombreuses activités culturelles initiées à la fois par les responsables de l'Institut et les participants eux-mêmes. Par exemple, une excursion à Mezcala a permis une rencontre avec les dirigeants autochtones du village, ce qui a été l'occasion d'en apprendre davantage sur la nature de leurs revendications collectives envers le gouvernement mexicain.

L'édition 2009 de l'Institut international d'été était principalement articulée autour de trois thèmes : confiance, représentation et égalité. La première semaine a débuté en force avec les conférences engageantes d'Alain-G. Gagnon et de Michel Seymour, portant respectivement sur le fédéralisme multinational et sur la politique de la reconnaissance à l'égard des peuples. Elles furent suivies des conférences de Will Kymlicka sur la possibilité d'une diffusion du multiculturalisme libéral à l'échelle internationale. La réflexion philosophique s'est poursuivie au cours de la deuxième semaine avec Patti Lenard et Daniel Weinstock, qui ont abordé en profondeur les thèmes de la confiance et de la représentation démocratique. D'une part, Lenard a réfléchi à la nécessité de penser une conception institutionnelle de la confiance en déclinant les différentes modalités de représentation qui font intervenir ce concept à l'intérieur des institutions démocratiques. D'autre part, Weinstock a souligné davantage la dimension psychologique ou interpersonnelle de la confiance en contrastant des conceptions cognitivistes et émotionnelles du concept. Les troisième et quatrième semaines de l'Institut furent marquées par un tournant empirique sous la direction des sociologues et des politologues, notamment André Lecours et Jacques Bertrand, qui ont discuté des différents arrangements institutionnels et des mécanismes de partage des pouvoirs au sein des États multinationaux.

Comme je m'intéresse particulièrement à la reconnaissance politique des droits collectifs des peuples comme une manière de traduire un engagement à l'égard du principe de la valeur de la diversité culturelle, l'Institut International d'été fut pour moi l'occasion d'approfondir dans un environnement de recherche unique, auprès d'un corps professoral hautement qualifié et avec l'aide des autres participants, certains thèmes qui touchent la reconnaissance des identités nationales et le rôle des institutions internationales dans la gestion et l'arbitrage des revendications émises par les groupes nationaux.



Les participants de l'Institut international d'été 2009.



Bulletin d'informations

Parole aux partenaires : Stéphanie Rousseau



Stéphanie Rousseau

Stéphanie Rousseau est Professeure au Département de sociologie, à l'Université Laval (CRIDAQ-Laval). Ses intérêts de recherche portent sur la sociologie politique de l'Amérique latine, la citoyenneté, les mouvements sociaux et la démocratie dans le Sud; le genre et le changement social; et l'analyse des politiques sociales comparées.

questions de pluralisme et d'inégalités au sein des réformes constitutionnelles en Amérique latine.

Avec les collègues Victor Armony, Chantal Maillé, Christine Straehle et Joseph-Yvon Thériault, chercheurs membres du même axe de recherche, Mme Rousseau s'intéresse aux processus de diffusion et de contestation des normes en matière de droits de la personne, de même qu'à la critique formulée par les mouvements sociaux à l'égard de différents programmes de démocratisation. Les enjeux du pluralisme alliés à la prise en compte des inégalités sociales sont au cœur du programme de l'axe de recherche *Démocratisation, droits de la personne et transnationalisme*.

Récemment, la professeure Stéphanie Rousseau a obtenu une subvention ordinaire de recherche du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) pour sa recherche *Intersectionnalité et rapports entre mouvements autochtones et féministes dans les pays andins*.

Ses travaux de recherche ont principalement porté sur le Pérou et la Bolivie, deux pays andins où elle a séjourné à plusieurs reprises. Ses projets l'ont notamment amenée à étudier le néo-populisme au Pérou et ses conséquences sur la construction sociale de la citoyenneté des femmes; la dynamique de l'adoption de différentes politiques d'accès aux services de santé reproductive et leurs effets sur les inégalités sociales; et plus récemment le processus de réforme constitutionnelle en Bolivie; où elle a étudié la participation de différentes organisations autochtones et féministes. Elle vient de recevoir une subvention du CRSH pour réaliser un nouveau projet de recherche comparatif sur l'ethnicité au sein de la dynamique du mouvement des femmes au Pérou et en Bolivie.

Chercheuse et codirectrice de l'axe de recherche *Démocratisation, droits de la personne et transnationalisme* au sein du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ), UQAM. Mme Rousseau travaille conjointement avec Victor Armony, codirecteur du même axe, à l'élaboration et à la diffusion d'activités de recherche portant sur les dimensions transnationales et comparées de la démocratisation. De manière générale, cet axe porte sur la mise en place d'institutions supranationales visant à renforcer la représentation démocratique et le respect des droits de la personne, l'impact des fonds d'aide internationale, le développement local et la promotion de la « bonne gouvernance ».

Tel qu'annoncé dans la rubrique « Événements » de ce même bulletin, un colloque d'envergure internationale aura lieu à l'Université Laval les 27 et 28 novembre 2009 sur le thème de « La reconnaissance de l'égalité et de la différence: Regards transnationaux sur la démocratisation dans les Amériques ». Une vingtaine de chercheurs en provenance du Québec et du Canada, des États-Unis, de l'Amérique latine et de Nouvelle-Zélande viendront présenter leurs travaux sur les mouvements autochtones et la citoyenneté, l'égalité hommes-femmes, les enjeux de la démocratisation de la sphère locale, la migration dans les Amériques et ses effets socio-culturels, et le traitement des

Publications récentes

Rousseau, S. *Women's citizenship in Peru: The paradoxes of neopopulism in Latin America*. New York, Palgrave Macmillan (à paraître en 2009).

Rousseau, S. « Las políticas de salud reproductiva en el Perú: reformas sociales y derechos ciudadanos », *Revista Estudios Feministas*, vol. 15, no. 2, 2007, pp. 309-331.

Rousseau, S. « The Politics of Reproductive Health in Peru: Gender and Social Policy in the Global South », *Social Politics. International Studies in Gender, State and Society*, vol. 14, no. 1, 2007, pp.93-125.

Jenson, J. et S. Rousseau (dirs), « Définir les frontières de la citoyenneté : Enjeux et politiques actuels en Amérique latine », numéro thématique de la *Revue canadienne d'études latino-américaines et caraïbes*, vol. 31, no. 62, 2006.

Rousseau, S. « Pérou : Des femmes en politique à la recherche de la représentation et de la démocratie », dans Manon Tremblay (dir.), *Femmes et parlements. Un regard international*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2005.

Bachand, R., M. Gallié et S. Rousseau, « Droit de l'investissement et droits humains dans les Amériques », *Annuaire français de droit international*, vol. 49, 2003, p. 575-610.



Bulletin d'informations

Place à la relève : Alexandre Baril (doctorant)



Alexandre Baril

Institution

Université du Québec à Montréal, étudiant
au doctorat en philosophie

Directrice

Dominique Leydet

Codirectrice

Micheline de Sève

Mémoire de maîtrise

Direction : Marguerite Deslauriers et Patrick
Snyder

Au tournant des années 1990 naît, dans le sillon d'autres courants féministes critiques à l'égard du féminisme, le courant féministe postmoderne. Bien que la controverse qu'il suscite, notamment à cause de son questionnement entourant la catégorie identitaire « femmes », lui donne une visibilité sur la scène internationale, le féminisme postmoderne demeure néanmoins méconnu, particulièrement dans la francophonie. Cette recherche a pour objectif d'analyser ce qui le caractérise et d'étudier de plus près la controverse qu'il provoque. Pour ce faire, M. Baril définit les postulats philosophiques et épistémologiques du féminisme postmoderne, pour ensuite approfondir les théories féministes postmodernes à partir de l'analyse de la pensée de Judith Butler. Par la suite, il applique l'utilisation des théories féministes postmodernes au cas précis de la discussion prostitution/travail du sexe. Tout en exposant les critiques du courant féministe postmoderne, M. Baril, dans son mémoire de maîtrise, ouvre le débat sur de nouvelles perspectives féministes en explicitant les grandes lignes de certaines pratiques politiques féministes alternatives et en exposant la notion de « féminisme à la carte » permettant de tirer, de chacun des courants féministes, les éléments pertinents pour atteindre l'égalité hommes/femmes.

Thèse de doctorat : *La subversion à l'œuvre dans la transsexualité : un dialogue entre féministes et trans*

Dans ce projet, M. Baril cherche à trouver les points communs entre les études trans et les études féministes. Selon son analyse, un tel « dialogue » permettrait de pallier les lacunes que contiennent certains discours féministes sur la transsexualité. C'est pourquoi il développe longuement des conceptions transféministes.

Intérêts

La philosophie intéresse Alexandre Baril depuis ses études collégiales. Un des ces professeurs ayant eu une grande influence positive, il décida donc de poursuivre des études en philosophie à l'université. Passionné par son sujet, il a surtout comme objectif de diminuer les formes d'oppression vécues par certaines personnes. Pour lui, les études supérieures et les recherches qui lui sont rattachées sont une tribune de diffusion des connaissances et une plate-forme d'engagement social.

Publications

Baril, A. (2009). « Transsexualité et privilèges masculins : fiction ou réalité ? », dans Chamberland, L., J. Ristock et B. Frank (dir.) *Titre provisoire : Minorités sexuelles et constructions de genre*, Québec, Presses de l'Université du Québec. (à venir).

Baril, A. et A. Tremblay (2009). « Titre provisoire : Entretien avec Alexandre Baril : transsexualité et féminisme », dans *Titre provisoire : Féminisme(s) en mouvement*, Montréal, Éditions du remue-ménage. (à venir).

Baril, A. (2007). « De la construction du genre à la construction du "sexe" : les thèses féministes postmodernes dans l'œuvre de Judith Butler », *Recherches féministes*, vol. 20, no 2, p. 61-90.

Baril, A. (2007). « Symposium : Femmes, féminisme et philosophie », *Bulletin d'information de l'IREF*, no 50, Hiver/Printemps, p. 10-12.

Baril, A. (2005). « Le phénomène actuel de la sous-représentation des professeures de philosophie dans les universités québécoises », *Recherches féministes*, vol. 18, no 1, p. 49-78.

Baril, A., J. Le François et L. Vaillancourt (dir.) (2003). *La théologie ap-privoisée. Guide pratique pour une méthodologie appliquée*, Sherbrooke, Éditions G.G.C., 97 pages.

Baril, A., P. Snyder et L. Vaillancourt (dir.) (2002). *La méthodologie ap-privoisée. Guide d'introduction à la méthodologie du travail intellectuel*, 2^e édition, Sherbrooke, Éditions G.G.C., (1^{re} édition : 2001), 146 pages.

Expérience professionnelle

Université du Québec à Montréal : chargé de cours, « Introduction à la pensée féministe », Institut de recherches et d'études féministes, 2006 à ce jour.

Université du Québec à Montréal, Département de science politique : adjoint de recherche (madame Micheline de Sève, professeure titulaire), 2008.

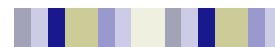
Université du Québec à Montréal, Institut de recherches et d'études féministes : adjoint de recherche (madame Marie-Andrée Roy, directrice/IREF et professeure titulaire), 2006-2007.

Domaines de recherche

Théories féministes, transsexualité, transidentités, postmodernisme, éthique, théories queers

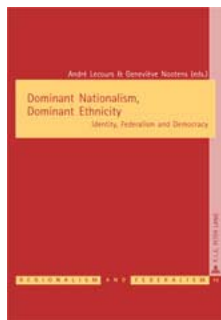
Coordonnées

alexandrebaril@yahoo.ca



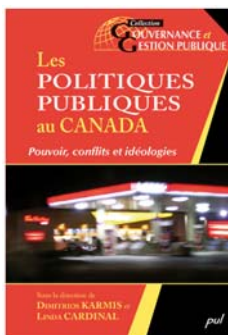
Bulletin d'informations

Résumés d'ouvrages ou de publications récentes



André Lecours et Geneviève Nootens (dir.) *Dominant Nationalism, Dominant Ethnicity: Identity, Federalism, Democracy*, Bruxelles, P.I.E. / Peter Lang, 2009, 234 pages.

Bien que le nationalisme et l'ethnicité aient longtemps été associés avec les groupes minoritaires, une littérature, de plus en plus émergente, examine comment l'État ou un groupe majoritaire interagit avec des groupes minoritaires et comment, au-delà de l'expression de ce que l'État est le meilleur défenseur de la nation, il y a souvent un déficit ethnique. Ce livre se veut une contribution à cette littérature émergente sur le nationalisme majoritaire et l'ethnicité majoritaire en regroupant des contributions multidisciplinaires centrées sur la manière dont les États s'y prennent pour promouvoir leur propre nationalisme et dont la promotion du « nation-building » étatique est souvent faite par un groupe ethnoculturel spécifique. Ce livre met de l'avant des débats sur l'identité, le fédéralisme et la démocratie. Le nationalisme et l'ethnicité majoritaire sous-entendent la projection, la promotion et, parfois même, l'imposition par l'État ou le groupe majoritaire d'une identité. Cette identité est parfois contestée, négociée et même refusée par le groupe minoritaire. Cela remet en question les pratiques démocratiques, puisque cela met de l'avant la question de l'auto-détermination. Puisque les idées et les institutions façonnent le nationalisme majoritaire et l'ethnicité majoritaire et sont reliées à la division territoriale du pouvoir, le fédéralisme est crucial pour comprendre tous ces phénomènes. Ce livre est un des premiers à examiner le nationalisme majoritaire d'un point de vue historique, théorique, empirique et normatif.



Dimitrios Karmis et Linda Cardinal (dir.), *Les politiques publiques au Canada. Pouvoir, conflits et idéologies*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2009, 402 pages.

Cet ouvrage nous offre une approche renouvelée des politiques publiques canadiennes dans de nombreux domaines : le développement international, l'environnement, l'énergie, l'immigration, l'intégration économique, les langues officielles, les peuples autochtones, la santé, les villes, etc. Ces politiques constituent des cas de figure fortement influencés par les nouveaux compromis que les citoyens sont dorénavant appelés à faire dans les secteurs de l'intervention publique, que l'on pense à la santé, à l'économie, au développement ou à l'immigration. Même si les auteurs proviennent d'horizons différents – la politique canadienne et québécoise, la politique internationale, la politique comparée ou la pensée politique –, ils confirment tous que l'analyse critique des politiques publiques n'a que faire des frontières disciplinaires. Quel que soit leur domaine principal de spécialisation, ces chercheurs tentent aujourd'hui de mieux comprendre la nature des rapports qui s'élaborent depuis quelques décennies entre l'État et la société, et l'incidence de la mondialisation et du néolibéralisme sur l'avenir de la démocratie et de la solidarité. C'est dire que l'analyse des politiques publiques ne peut être dissociée de l'étude du politique.



Michel Seymour (dir.), *La Reconnaissance dans tous ses états. Repenser les politiques de pluralisme culturel*, Montréal, Québec Amérique, 2009.

En 2007 fut célébré le 200^e anniversaire de la phénoménologie de l'esprit de Hegel. Un atelier international fut organisé pour souligner cet anniversaire. Ce fut l'occasion de faire un retour sur la problématique de la reconnaissance, qui occupe une place centrale dans la philosophie politique contemporaine. Les textes réunis dans ce recueil sont pour la plupart issus de cet atelier.

Pour la première fois depuis la crise du multiculturalisme vécue aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et au Canada, des auteurs sont appelés à faire un examen critique de ce concept. Ils dressent ici un bilan des discussions contemporaines portant sur le thème de la reconnaissance, en redéfinissent les enjeux sous-jacents et en cernent les répercussions politiques.

Les auteurs rassemblés dans ce volume sont des chercheurs chevronnés reconnus dans leurs milieux respectifs pour leurs contributions majeures et originales à la théorie de la reconnaissance et du multiculturalisme.

APPARTENANCES
RELIGIEUSES,
APPARTENANCE
CITOYENNE



Paul Eid, Pierre Bosset, Micheline Milot et Sébastien Lebel-Grenier (dir.), *Appartenances religieuses, appartenance citoyenne*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2009, 448 pages.

La récente « crise » des accommodements qu'a connue le Québec aura mis en évidence la nécessité d'appréhender l'expression et la gestion du fait religieux dans l'espace public en tant qu'objet de connaissance scientifique. Réunissant des experts et des jeunes chercheurs s'exprimant à partir de prismes disciplinaires, analytiques et théoriques variés, ce livre décortique les multiples dimensions de ce problème. Il comprend notamment des analyses sur la laïcité, la prise en compte par l'État des pratiques et des normes religieuses, les tensions entre l'affirmation religieuse et l'égalité des sexes, les modalités d'expression de la ferveur religieuse, ou encore l'impact des écoles ethnoreligieuses séparées sur l'intégration. Cet ouvrage fournit des analyses rigoureuses et critiques sur les fondements philosophiques, juridiques et sociologiques de la reconnaissance de la diversité religieuse dans les sociétés actuelles.

Équipe du bulletin et coordonnées

Rédactrice en chef : Valérie Vézina

Mise en page : Valérie Vézina

Collaboration : Alexandre Baril, Olivier De Champlain, Xavier Dionne, Paul May, Stéphanie Rousseau, Jean-Philippe Royer et Michel Seymour
Photos : Marie-Julie Garneau (p.7), Jean-Philippe Royer (p.5)

Pour tout commentaire, toute modification et tout ajout relatif à ce bulletin d'informations ou aux prochains numéros, vous pouvez entrer en communication avec nous des façons suivantes :

Tél. : (514) 987-3000 (poste 1609)

Cellulaire : (514) 216-7414

Téléco. : (514) 987-8513

Courriel : cridaq@uqam.ca